



Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC d'Aix - Bastia
Numéro d'inscription : 4100091386
SARL au capital social de 1 000 euros
SIRET : 900 310 988 00010 RCS de Nice
7, rue d'Autun – Bureau LPF - 06 000 NICE
Tél : 06 59 42 05 86 – sophie.cipri@ciso-strategie.com

ASSOCIATION DES BIBLIOTHÉCAIRES DE FRANCE

31 rue de Chabrol
75010 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2024

À l'Assemblée Générale de l'Association des Bibliothécaires de France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 9 octobre 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ABF relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes de l'annexe suivantes :

- « Formation » qui précise que l'ABF dispense des formations sur la période scolaire, du 01/09/N au 30/06/N+1. Le chiffre d'affaires de prestations de formations comptabilisé correspond à la somme de 60% des montants facturés sur l'exercice N-1 ou N correspondant à la formation 2023/2024 et de 40% des formations facturées ou en cours de facturation correspondant à la formation 2024/2025.
- « Contributions volontaires en nature » qui ont fait l'objet d'un changement d'estimation au regard des taux horaires appliqués sur l'exercice pour valoriser les contributions volontaires en nature, différents des exercices antérieurs.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-1801 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la suffisance du contrôle interne mis en place et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- la valorisation des prestations de formation en cours correspondant aux prestations réalisées et non encore terminées comme décrit dans le paragraphe « Formation » de l'annexe ;
- les écritures liées à l'opération d'absorption de la société ABIS sur l'exercice ;
- l'application de la sectorisation fiscale à compter de cet exercice ;
- la valorisation des provisions constatées ;
- la conformité de la présentation des comptes annuels aux référentiels adaptés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du bureau national et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil national.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation

s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 27/05/2025

Le Commissaire aux comptes

SARL CISO
7, Rue d'Autun - Bureau LPF
06000 NICE - Tél. 06.59.42.05.86
R.C.S. Nice 900 310 988
Inscrite à la Compagnie Régionale des
Commissaires aux Comptes d'Aix-Bastia
sous le numéro: 410 0091386

CISO, représenté par

Sophie CIPRI



COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ETATS FINANCIERS



Bilan Actif

| Bilan Actif | Du 01/01/2024 au 31/12/2024 | | | Au 31/12/2023 |
|--|-----------------------------|---------------|----------------|----------------|
| | Brut | Amort. Prov. | Net | Net |
| Actif immobilisé | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 2 337 | 2 337 | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillages industriels | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 27 047 | 24 380 | 2 667 | 4 436 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations corporelles | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées | | | | 50 000 |
| Autres titres immobilisés | 22 260 | | 22 260 | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 16 060 | | 16 060 | 16 060 |
| TOTAL I | 67 704 | 26 717 | 40 987 | 70 496 |
| Comptes de liaison II | | | | |
| Actif circulant | | | | |
| Stocks et encours | 15 486 | 15 486 | | |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 136 985 | 30 665 | 106 321 | 155 078 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres | 26 321 | | 26 321 | 28 945 |
| Valeurs mobilières de placement | 10 165 | | 10 165 | 10 155 |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 660 127 | | 660 127 | 624 905 |
| Charges constatées d'avance | 4 273 | | 4 273 | 519 |
| TOTAL III | 853 357 | 46 151 | 807 206 | 819 603 |
| Frais d'émission des emprunts IV | | | | |
| Primes de remboursement des obligations V | | | | |
| Écarts de conversion actif VI | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI) | 921 061 | 72 867 | 848 193 | 890 099 |

Bilan Passif

| Bilan Passif | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|----------------|----------------|
| Fonds propres | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Écarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | 541 270 | 495 687 |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveau | 131 407 | 150 659 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -90 032 | 45 583 |
| Situation nette | 582 645 | 691 929 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions règlementées | | |
| TOTAL I | 582 645 | 691 929 |
| Comptes de liaison | II | |
| Fonds reportés et dédiés | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | 5 000 | 5 000 |
| TOTAL III | 5 000 | 5 000 |
| Provisions | | |
| Provisions pour risques | 30 000 | 30 000 |
| Provisions pour charges | 60 276 | 42 133 |
| TOTAL IV | 90 276 | 72 133 |
| Emprunts et dettes | | |
| Emprunts obligataires et assimilés | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | 298 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 22 070 | 12 296 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 112 991 | 82 524 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 6 533 | 6 638 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 28 679 | 19 280 |
| TOTAL V | 170 272 | 121 037 |
| Écarts de conversion passif | VI | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI) | 848 193 | 890 099 |



Compte de résultat

| Compte de résultat | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|---|----------------|----------------|
| Produits d'exploitation | | |
| Cotisations | 151 040 | 137 220 |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | 2 578 | |
| - dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de services | 499 029 | 361 588 |
| - dont parrainages | 20 000 | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 92 972 | 105 950 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | 1 628 | |
| Mécénats | | 20 000 |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | | 150 |
| Utilisations des fonds dédiés | | |
| Autres produits | 11 673 | 2 252 |
| TOTAL I | 758 919 | 627 160 |
| Charges d'exploitation | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stocks | | |
| Autres achats et charges externes | 383 530 | 258 848 |
| Aides financières | | 3 000 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 10 102 | 5 720 |
| Salaires et traitements | 289 678 | 258 855 |
| Charges sociales | 121 585 | 98 046 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | 31 066 | 796 |
| Dotations aux provisions | | |
| Reports en fonds dédiés | | |
| Autres charges | 7 463 | 1 989 |
| TOTAL II | 843 423 | 627 254 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | -84 504 | -94 |
| Produits financiers | | |
| Produits financiers de participation | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 2 989 | 3 075 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL III | 2 989 | 3 075 |
| Charges financières | | |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 206 | |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL IV | 206 | |
| RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | 2 783 | 3 075 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV) | -81 721 | 2 982 |

Compte de résultat (Suite)

| Compte de résultat (Suite) | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|---|------------|------------|
| Produits exceptionnels | | |
| Sur opérations de gestion | 19 065 | 59 612 |
| Sur opérations en capital | | |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | 1 199 |
| TOTAL V | 19 065 | 60 811 |
| Charges exceptionnelles | | |
| Sur opérations de gestion | 9 000 | 6 326 |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 18 143 | 11 803 |
| TOTAL VI | 27 143 | 18 129 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | -8 078 | 42 682 |
| Participation des salariés aux résultats VII | | |
| Impôts sur les bénéfices VIII | 233 | 80 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | 780 973 | 691 047 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII) | 871 005 | 645 463 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | -90 032 | 45 583 |

| | | |
|--|---------|---------|
| Contributions volontaires en nature | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | | |
| Bénévolat | 214 532 | 159 169 |
| TOTAL | 214 532 | 159 169 |
| Charges des contributions volontaires en nature | | |
| Secours en nature | | |
| Mise à disposition gratuite de biens | | |
| Prestations en nature | | |
| Personnel bénévole | 214 532 | 159 169 |
| TOTAL | 214 532 | 159 169 |



COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ANNEXE



Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 848 193 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -90 032 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ainsi que l'arrêté du 02/08/1995 applicable aux organismes de formation.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

But de l'association

L'association intitulée Association des Bibliothécaires de France, fondée le 22 avril 1906 et reconnue d'utilité publique sous le nom d'Association des Bibliothécaires Français par décret du 12 avril 1969, a pour but, en dehors de toute orientation politique, philosophique, confessionnelle ou syndicale, de :

- faire vivre et animer la communauté professionnelle des bibliothécaires, quels que soient le type d'établissement ou les fonctions occupées ;
- placer les bibliothèques au cœur de la société, en leur donnant un rôle essentiel dans l'accès à tous à l'information, à l'éducation, à la culture et aux loisirs, et dans la promotion de la lecture ;
- réfléchir et prendre position sur toutes les questions d'ordre scientifique, technique et administratif concernant les bibliothèques et leur personnel ;
- proposer aux autorités concernées un projet de promotion et de développement des bibliothèques de toute nature ;
- promouvoir la dotation des bibliothèques en moyens humains, techniques et financiers indispensables à leurs missions ;
- représenter les bibliothèques françaises auprès des institutions et organismes français, étrangers et internationaux et favoriser les échanges avec les collègues des autres pays ;
- établir un code de déontologie et veiller à son application, en accord avec les principes énoncés par l'UNESCO et l'IFLA ;
- favoriser par tout moyen et toute forme tant au niveau national qu'au niveau local (coordination, affiliation, inter-association...) les rapprochements avec les associations aux vocations et buts voisins.

Faits caractéristiques

Au cours de l'exercice 2024, une opération de dissolution confusion de la SARL ABIS au profit de l'association ABF a été opérée.

Cette opération a entraîné la création d'un secteur d'activité lucratif au sein de l'association ABF.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.



Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- Agencements et aménagements : 4 à 10 ans,
- Mobilier de bureau et informatique : 3 ans,
- Mobilier : 10 ans.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti". Les stocks de produits finis sont dépréciés à 100% au 31/12/2024.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances douteuses s'élèvent à 30 664.72€ au 31/12/2024.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges constituée à la clôture de l'exercice 2020 à hauteur de 30 000 euros pour litige prud'homal en cours figure toujours dans les comptes 2024 car le jugement n'a toujours pas été rendu.



Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 0,25%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 60 276 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 5 000 euros.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 12 833 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de :

- GR / COM => 15€/heure correspond à un montant de 170 462.25 euros (11 364 heures).
- Formation => 30€/heure correspond à un montant de 44 070 euros (1 469 heures).

Soit un total sur l'exercice de 214 532 euros.

Ce qui fait l'objet d'un changement d'estimation sur l'exercice car les CVN étaient valorisées par le taux horaire SMIC chargé les exercices précédents.

Ce changement s'explique par une valorisation aux tarifs du personnel de remplacement.

Formation

L'ABF dispense des formations d'auxiliaires en bibliothèques sur l'année scolaire, c'est à dire du 01/09/N au 30/06/N+1. De ce fait, le chiffre d'affaires de l'activité de formation est comptabilisé à hauteur de 40% sur l'exercice N et 60% sur l'exercice N+1.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. Toutefois, certaines activités lucratives accessoires et non prépondérantes font l'objet d'un secteur distinct lucratif soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. La répartition du compte de résultat relatif à ces opérations fait l'objet du tableau particulier ci-joint :

| | Secteur lucratif | Secteur non lucratif |
|------------------------|------------------|----------------------|
| Chiffre d'affaires | 144 744.50€ | 636 228.43€ |
| Résultat avant impôts | 0€ | 0€ |
| Impôt sur les sociétés | 0€ | 0€ |
| Résultat net | 0€ | -90 032€ |




Ressources de l'organisme de formation


| Origine des fonds | Montant | |
|---|-----------|----------|
| | € | % |
| I - Ressources provenant des entreprises et administration pour leurs salariés et des particuliers | | |
| Entreprises | 2 100 € | 1,11 % |
| Etat, collectivités locales, établissements publics | 58 830 € | 31,18 % |
| Entreprises : Via Fongecif, OMA FAF | | 0,00 % |
| Particuliers | 55 271 € | 29,29 % |
| Sous total I : | 116 201 € | 61,58 % |
| II - Ressources provenant des pouvoirs publics | | |
| Instances européennes | | 0,00 % |
| Etat | 33 114 € | 17,55 % |
| Régions | 1 800 € | 0,95 % |
| Autres collectivités territoriales | 11 700 € | 6,20 % |
| Sous total II : | 46 614 € | 24,70 % |
| III - Autres | | |
| Autres organismes de formation | | 0,00 % |
| Autres ressources | 25 890 € | 13,72 % |
| Sous total III : | 25 890 € | 13,72 % |
| Total des ressources | 188 705 € | 100,00 % |




Décomposition des actions de formation par finalité

| Finalités des actions | Volume financier | |
|--|---|-------|
| | Montant € | % |
| Diplômantes | 188 705 € | 100 % |
| Perfectionnement professionnel et qualifiant |  | 0 % |
| Insertion sociale | | |
| Total | 188 705 € | 100 % |

Conventions de ressources publiques affectées

| Convention | Montant initial | Suivi d'exécution | | |
|---|-----------------|------------------------------|---------------------------------|-------------------------|
|  | | Solde au début de l'exercice | Utilisation en cours d'exercice | Solde en fin d'exercice |
| | | | | |
| | | | | |

Etat des immobilisations

| CADRE A | Valeur brute en début d'exercice | Augmentations | |
|---|-------------------------------------|---|------------------------------------|
| | | Réévaluation de l'exercice | Acquisitions créances virements |
| Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles | 2 337 | | |
| TOTAL | 2 337 | | |
| Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 3 325 23 722 |  | |
| TOTAL | 27 047 | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence - Participations Autres : - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières | 50 000 16 060 | | 22 260 |
| TOTAL | 66 060 | | 22 260 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 95 444 | | 22 260 |

| CADRE B | Diminutions | | Valeur brute des immos en fin d'exercice | Réval. légale ou éval. par mise en équival. |
|---|-------------|---------------|--|--|
| | Virement | Cession | | Val. d'origine des immo. en fin d'ex. |
| Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | 2 337 | |
| TOTAL | | | 2 337 | |
| Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencements et aménagements const. Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencements et aménagements divers Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés | | | 3 325 23 722 | |
| TOTAL | | | 27 047 | |
| Participations évaluées par mise en équivalence - Participations Autres : - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières | | 50 000 | 22 260 16 060 | |
| TOTAL | | 50 000 | 38 320 | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 50 000 | 67 704 | |

Etat des amortissements

| CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice | | | | Montant au début de l'exercice | Augment. | Diminu. | Montant en fin d'exercice |
|--|--|--|--|--------------------------------|----------|---------|---------------------------|
| Frais d'établissement et développement | | | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | 2 337 | | | 2 337 |
| TOTAL | | | | 2 337 | | | 2 337 |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions - Sur sol propre | | | | | | | |
| : - Sur sol d'autrui | | | | | | | |
| Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | | | | | | | |
| Installations générales, agencements et aménagements divers | | | | 3 325 | | | 3 325 |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | | | | 19 287 | 1 769 | | 21 055 |
| Emballages récupérables et divers | | | | | | | |
| TOTAL | | | | 22 611 | 1 769 | | 24 380 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | 24 948 | 1 769 | | 26 717 |

| CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires | Dotations | | | Reprises | | | Mouvement net des amort. en fin d'exercice |
|--|-----------------------|----------------|----------------------------|-----------------------|----------------|----------------------------|--|
| | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | |
| Frais d'établissement et dvp. | | | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | | | |
| Autres postes d'immo. incorp. | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions - Sur sol propre | | | | | | | |
| : - Sur sol d'autrui | | | | | | | |
| Inst. gales, agenc. et aménag. des construc. | | | | | | | |
| Inst. tech. mat. et outil. indus. | | | | | | | |
| Inst. gales, agenc. et aménag. divers | | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Mat. de bureau et info. mob. | | | | | | | |
| Emballages récup. et divers | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| Frais d'acq. de titres de particip. | | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | | | | |
| DOTATIONS NON VENTILÉES | | | REPRISES NON VENTILÉES | | | TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ | |

| CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices | | | | Montant net au début de l'exercice | Augment. | Dot. exercice aux amort. | Montant net en fin d'exercice |
|--|--|--|--|------------------------------------|----------|--------------------------|-------------------------------|
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | | | | |

Etat des provisions et dépréciations

| Nature des provisions | Montant au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises à la fin de l'exercice | Montant à la fin de l'exercice |
|---|--------------------------------|---|---|--------------------------------|
| Réglémentées | | | | |
| - Reconstitution des gisements | | | | |
| Provisions pour : - Investissements | | | | |
| - Hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| TOTAL I | | | | |
| Risques et charges | | | | |
| - Litiges | 30 000 | | | 30 000 |
| - Garanties données aux clients | | | | |
| - Pertes sur marché à terme | | | | |
| - Amendes et pénalités | | | | |
| - Pertes de change | | | | |
| - Pensions et obligations | | | | |
| Provisions pour : - Impôts | | | | |
| - Renouvellement des immobilisations | | | | |
| - Gros entretien et grandes révisions | | | | |
| - Charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 42 133 | 18 143 | | 60 276 |
| TOTAL II | 72 133 | 18 143 | | 90 276 |

| Nature des dépréciations | Montant au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises à la fin de l'exercice | Montant à la fin de l'exercice |
|---|--------------------------------|---|---|--------------------------------|
| Dépréciations | | | | |
| - Incorporelles | | | | |
| - Corporelles | | | | |
| Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations | | | | |
| - Titres mis en équivalence | | | | |
| - Titres de participation | | | | |
| - Financières | | | | |
| Sur stocks et en cours | | 15 486 | | 15 486 |
| Sur comptes clients | | 30 665 | | 30 665 |
| Sur créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres provisions pour dépréciation | | | | |
| TOTAL III | | 46 151 | | 46 151 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 72 133 | 64 294 | | 136 427 |
| - D'exploitation | | 29 297 | | |
| Dont dotations et reprises : - Financières | | | | |
| - Exceptionnelles | | 18 143 | | |

Etat des créances et dettes

| Créances | Montant brut | Liquidité de l'actif | |
|--|----------------|--------------------------|-------------------------|
| | | Échéances à moins d'1 an | Échéances à plus d'1 an |
| De l'actif immobilisé | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | 16 060 | | 16 060 |
| De l'actif circulant | | | |
| Clients et usagers douteux ou litigieux | 30 665 | 30 665 | |
| Clients, usagers et comptes rattachés | 106 321 | 106 321 | |
| Reçues sur legs ou donations | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | | | |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | 14 800 | 14 800 | |
| Divers | | | |
| Confédération, fédération, union, associations affiliées | | | |
| Débiteurs divers | 11 521 | 11 521 | |
| Charges constatées d'avance | 4 273 | 4 273 | |
| TOTAL | 183 639 | 167 579 | 16 060 |



| Dettes | Montant brut | Degré d'exigibilité du passif | | |
|--|----------------|-------------------------------|-------------------------|---------------------------|
| | | Échéances à moins d'1 an | Échéances à plus d'1 an | Échéances à plus de 5 ans |
| Emprunts obligataires et assimilés | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : | | | | |
| - A 1 an max. à l'origine | | | | |
| - A plus d'1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 22 070 | 22 070 | | |
| Dettes des legs ou donations | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 24 214 | 24 214 | | |
| Sécurité sociale et autre organismes sociaux | 76 312 | 76 312 | | |
| Impôts sur les bénéfices | 523 | 523 | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 3 492 | 3 492 | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 8 450 | 8 450 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Confédération, fédération, union, associations affiliées | | | | |
| Autres dettes | 6 533 | 6 533 | | |
| Produits constatés d'avance | 28 679 | 28 679 | | |
| TOTAL | 170 272 | 170 272 | | |

Produits et charges constatés d'avance

| Produits constatés d'avance | | Exercice clos le | Exercice clos le |
|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
| Produits : | - D'exploitation | 28 679 | 19 280 |
| | - Financiers | | |
| | - Exceptionnels | | |
| TOTAL | | 28 679 | 19 280 |

| Charges constatées d'avance | | Exercice clos le | Exercice clos le |
|-----------------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
| Charges : | - D'exploitation | 4 273 | 519 |
| | - Financières | | |
| | - Exceptionnelles | | |
| TOTAL | | 4 273 | 519 |



Détail du résultat exceptionnel

| Résultat exceptionnel | Solde | | Variation | |
|---|------------|------------|------------|---------|
| | 31/12/2024 | 31/12/2023 | Montant | % |
| Produits exceptionnels | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 19 064.91 | 59 611.91 | -40 547.00 | -68.02 |
| 77100000 Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 36 789.31 | -36 789.31 | -100.00 |
| 77180000 Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | 19 064.91 | 22 822.60 | -3 757.69 | -16.47 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | | | |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | 1 199.00 | -1 199.00 | -100.00 |
| 79700000 Transferts de charges exceptionnelles | | 1 199.00 | -1 199.00 | -100.00 |
| TOTAL DES PRODUITS | 19 064.91 | 60 810.91 | -41 746.00 | -68.65 |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 9 000.00 | 6 326.36 | 2 673.64 | 42.27 |
| 67120000 Pénalités et amendes fiscales ou pénales | | 196.16 | -196.16 | -100.00 |
| 67180000 Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | 6 130.20 | -6 130.20 | -100.00 |
| 67200000 Charges sur exercices antérieurs | 9 000.00 | | 9 000.00 | - |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortis., dépréciations et prov. | 18 143.00 | 11 803.00 | 6 340.00 | 53.72 |
| 68750000 Dotations aux provisions IFC (PIDR) | 18 143.00 | 11 803.00 | 6 340.00 | 53.72 |
| TOTAL DES CHARGES | 27 143.00 | 18 129.36 | 9 013.64 | 49.72 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL | -8 078.09 | 42 681.55 | -50 759.64 | -118.93 |

Détail du résultat exceptionnel

| Compte de résultat exceptionnel | Solde | | Imputation |
|--|------------|------------|------------|
| | 31/12/2024 | 31/12/2023 | |
| Produits exceptionnels | | | |
| Régularisation estimations FAE et PCA des exer | 19 065 | 20 736 | |
| Reprise abandon de créance ABIS | | 36 789 | |
| Intérêts moratoires | | 83 | |
| Produits sur exercices antérieurs | | 2 003 | |
| <div></div> | | | |
| TOTAL DES PRODUITS | 19 065.00 | 59 611.00 | |
| Charges exceptionnelles | | | |
| Charges sur exercices antérieurs | 9 000 | 6 130 | |
| Pénalités et amendes fiscales | | 196 | |
| <div></div> | | | |
| TOTAL DES CHARGES | 9 000.00 | 6 326.00 | |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL | -8 078.09 | 42 681.55 | |

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

| | Union européenne | État | Collectivité territoriale | CAF | Autres | TOTAL |
|------------------------------|------------------|---------------|---------------------------|-----|--------|---------------|
| Concours Publics | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | 92 972 | | | | 92 972 |
| Subventions d'investissement | | | | | | |
| TOTAL | | 92 972 | | | | 92 972 |



Université de Lille : 5 000 euros
 DRAC Grand Est : 1 750 euros
 DRAC Hauts-de-France : 5 000 euros
 DRAC Normandie : 3 000 euros
 DRAC Centre : 1 000 euros
 DRAC Pays de la Loire : 1 100 euros
 Ministère de la Culture : 76 122 euros

Variations des fonds dédiés

| | À l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | | Transferts (1) | À la clôture de l'exercice | |
|--|--------------------------------|---------|-------------------|------------------|----------------|----------------------------|---|
| | | | Montant global | dont rembour. | | Montant global (2) | dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices |
| Subventions d'exploitation | | | | | | | |
| Ministère de la Recherche | 5 000 | | | | | 5 000 | |
| TOTAL | 5 000 | | | | | 5 000 | |
| Contributions financières d'autres organismes | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 5 000 | | | | | 5 000 | |
| (1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif | | | | | | | |
| (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts | | | | | | | |

Variations des fonds reportés

| | Au début de l'exercice | Augment. | Diminutions | À la clôture de l'exercice |
|----------------------------------|---------------------------|----------|-------------|-------------------------------|
| Legs ou donations | | | | |
| TOTAL | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| TOTAL | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | |

Variation des fonds propres art.431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

| Variation des fonds propres | Montant en début d'exercice | Affectation du résultat | Augmentations | Diminutions ou consommations | Montant en fin d'exercice |
|-------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|---------------|------------------------------|---------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Écarts de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 495 687 | 45 583 | | | 541 270 |
| Report à nouveau | 150 659 | | | 19 252 | 131 407 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 45 583 | -45 583 | | 90 032 | -90 032 |
| Situation nette | 691 929 | | | 109 284 | 582 645 |
| Dotations consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 691 929 | | | 109 284 | 582 645 |

Commentaires : néant